

Bulletin d'histoire politique

À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté La
dénationalisation tranquille, Montréal, Boréal, 2007, 216 p.

Alexis Lapointe



Volume 16, Number 3, Spring 2008

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056192ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056192ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lapointe, A. (2008). À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté La
dénationalisation tranquille, Montréal, Boréal, 2007, 216 p. *Bulletin d'histoire
politique*, 16(3), 295–300. <https://doi.org/10.7202/1056192ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur,
2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit
(including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be
viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal,
Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to
promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À propos de l'ouvrage de Mathieu Bock-Côté

La dénationalisation tranquille

Montréal, Boréal, 2007, 216 p.

ALEXIS LAPOINTE

Doctorant

Université de Montréal/Université de Paris X-Nanterre

Malgré la couverture médiatique dont Mathieu Bock-Côté a été l'objet au cours des deux dernières années, peu nombreux sont ceux qui se sont employés à discuter les aspects philosophiques et politiques de ses idées. Dans bien des cas, le nationaliste conservateur polémiste – un rôle dans lequel Bock-Côté excelle et qu'il affectionne particulièrement – a éclipsé le sociologue¹. Son premier ouvrage est une synthèse heureuse d'idées développées depuis cinq ans dans plusieurs textes, et sa parution donne une occasion bienvenue d'en discuter de manière plus posée et plus systématique que dans les médias de masse, où tout se dit en peu de mots. Mais plus de mots n'est pas encore assez de mots, c'est pourquoi il faudra se contenter d'isoler, dans *La Dénationalisation tranquille*, certaines idées sur la nation et sur l'histoire.

Le premier chapitre de *La Dénationalisation tranquille* propose une reconstruction fort éloquente de la période post-référendaire au Québec. Bock-Côté rend compte de l'émergence d'un discours souverainiste « sans nationalisme », dont les étapes successives sont, à partir de 1996, l'affrontement au Parti québécois au sujet des politiques linguistiques, le renoncement du Bloc québécois à la référence aux « deux peuples fondateurs » et « l'affaire Michaud ». Ajoutons que c'est pendant cette période que fut introduite dans le débat québécois la funeste opposition, qui n'a pas tout à fait fini ses ravages, entre nationalisme civique et nationalisme ethnique. À cette époque, certains souverainistes ont entretenu l'idée qu'entre Renan et Herder, il fallait choisir son camp. Position d'autant plus malvenue que des conceptions de la nation plus nuancées et plus pertinentes avaient déjà été proposées, à

commencer par la conception culturelle de la nation, associée à Fernand Dumont (proche de celle qui est défendue par Bock-Côté dans son ouvrage), mais également la conception socio-politique de Michel Seymour, penseur québécois incontournable sur cette question et dont on peut regretter que l'auteur de *La Dénationalisation tranquille* n'offre pas une discussion plus détaillée². Bock-Côté mentionne bien Seymour à plusieurs reprises, mais c'est essentiellement pour illustrer le virage « souverainiste sans nationalisme », la reconstruction de l'identité collective « dans la Charte et les valeurs québécoises » plutôt que dans une appartenance partagée à une culture et à une mémoire commune (notamment en p. 30 et 35-36).

Alors que pour Seymour, la nation québécoise est une nation socio-politique, Bock-Côté défend une conception culturelle, fondée sur la primauté de la référence à la mémoire et aux traditions de la majorité francophone : « C'est d'abord par son histoire qu'un peuple existe en tant que peuple [...] Une communauté politique peut apparaître dans la mesure où une communauté nationale lui préexiste, elle-même définie en tant que communauté de mémoire et de culture » (p. 43). La communauté nationale joue une « part déterminante » dans la « morphologie identitaire » de la société québécoise (p. 23). Or la conception socio-politique de la nation définie par Seymour, si elle se distingue d'une conception culturelle, n'en exclut pas nécessairement certains éléments essentiels : la nation socio-politique est caractérisée par une communauté politique ethniquement et culturellement diversifiée, composée d'une majorité nationale et de minorités (nationales ou issues de l'immigration), ayant *des institutions, une histoire et une langue publiques communes*. Bock-Côté ne nous rappelle-t-il pas, et il convient d'en souligner l'à-propos, que cette langue publique commune et cette histoire publique commune sont des éléments essentiels de la nation québécoise ? Il ne faut sans doute pas minimiser leur désaccord sur ce qui constitue, en dernière instance, la nation québécoise, mais laisser entendre que Seymour évacue tout communautarisme québécois de sa conception est quelque peu excessif.

Deux chapitres de *La Dénationalisation tranquille*, consacrés l'un à Gérard Bouchard et au « remodelage pluraliste de la conscience historique franco-québécoise » et le suivant à Jocelyn Létourneau et à la « dénationalisation de la conscience historique francophone », constituent le cœur de l'entreprise critique de Bock-Côté. Celui-ci s'oppose à la transformation conceptuelle proposée par Létourneau pour aborder la condition québécoise. Arrêter de parler du Québec comme d'une nation, « forme de représentation symbolique, d'agrégation et de cohésion qui est bien trop forte pour exprimer les nuances, les équivoques et la polymorphie de l'expression nationalitaire

[...] » (Létourneau, cité par Bock-Côté, p. 98), au profit de concepts plus fins ou flous, c'est, comme le souligne l'auteur, abandonner indûment la référence majoritaire francophone, la compréhension commune de l'histoire québécoise comme histoire nationale. Bock-Côté ajoute : « Il n'y a certainement pas qu'une seule interprétation disponible de l'histoire du Québec, mais le référent national n'est-il pas ce qui permet aux différentes traditions de participer à un dialogue où les acteurs consentent à se reconnaître comme des participants à une même communauté politique qui cherche à élucider un destin partagé ? » (p. 124). Nous reviendrons sur cette idée d'un « destin partagé » mais remarquons d'abord que l'auteur ne propose pas lui-même de récit historique, il se contente d'en énoncer les conditions de possibilité, de délimiter les concepts fondamentaux autour desquels celui-ci devrait se structurer. L'un de ces concepts fondamentaux est la majorité québécoise, francophone, qui – ironie du sort ou jeu prévisible des circonstances ? – est réapparue à l'automne 2007, avec fracas, dans l'espace public. On pense au récent livre de Jean-François Lisée, on pense au projet de loi sur l'identité du Parti québécois comme les manifestations d'un tournant qui donne raison à Mathieu Bock-Côté.

Le quatrième chapitre de *La Dénationalisation tranquille*, où la figure de Maurice Séguin occupe une place centrale, rend explicite certaines considérations épistémologiques qui guident la critique des historiens G. Bouchard et J. Létourneau. Pour comprendre une société, on doit faire appel à des concepts qui ont un sens pour ses membres : « il n'y a pas de pure plasticité des représentations collectives et de leur forme donnée » (p. 125). Appliqué à la question du récit historique, ce principe nous impose de nous référer à « [...] la production historique qui interpelle la conscience historique francophone » pour discriminer les interprétations de l'histoire québécoise. Létourneau peut déplorer que le récit national soit encore trop prégnant, certaines de ses propres études confirment toutefois ironiquement la thèse de Bock-Côté en montrant que la majorité des jeunes Québécois conçoivent toujours leur histoire dans les paramètres de l'histoire nationale³. Voilà l'une des preuves qu'avance Bock-Côté de l'influence de l'École de Montréal, et plus généralement de la persistance, chez les enseignants et professeurs des niveaux secondaire et collégial, d'une histoire centrée sur la Conquête (p. 167). Les concepts dans lesquels les acteurs décrivent eux-mêmes leur situation et leurs actions sont en effet précieux pour tout observateur qui cherche à comprendre une société, et c'est à juste titre que leur importance doit être rappelée. Sur le plan argumentatif, le développement de *La Dénationalisation tranquille* aurait profité de la mention d'éléments empiriques, comme l'étude de Létourneau et Moisan que nous avons citée, illustrant ces représentations collectives dont tentent de sortir les historiens post-nationalistes.

Mais les engagements épistémologiques de Mathieu Bock-Côté vont plus loin. Non seulement les concepts doivent-ils avoir un sens pour les acteurs auxquels ils s'appliquent, mais l'histoire elle-même n'est pas un magma informe que l'historien pourrait modeler à sa guise. L'histoire, ensemble d'événements passés qui sont l'objet de l'historien, a toujours déjà un sens primitif. On peut la concevoir comme constituée de configurations narratives disponibles que l'historien peut insérer dans son récit : « l'historien doit faire preuve d'une certaine piété envers la tradition à partir de laquelle l'histoire doit nécessairement trouver ses premières lignes de fond, les principales options disponibles au moyen desquelles on donne un sens au passé qui n'en est pas nécessairement dépourvu complètement » (p. 147). Il n'est pas de matériau brut en histoire, tout artefact, tout texte est déjà inscrit dans certains ensembles narratifs, ce qui signifie en effet qu'on ne peut pas en dire n'importe quoi, que les sens sont toujours déjà limités.

Cependant, l'expression « sens de l'histoire » a un autre sens, sur lequel il importe de s'attarder, et par rapport auquel on exprimera une certaine réserve. Bock-Côté mentionne qu'« [i]l faut à un peuple quelque chose comme une certaine idée de lui-même, un destin, la possibilité d'une mission à accomplir, au moins une vraie raison d'être » (p. 46). Plus loin, dans sa reconstruction critique, mentionner cette intention de Gérard Bouchard est déjà une manière de la désapprouver : « Il faudra surtout éviter de reproduire les légendes particularistes qui laissaient croire aux nations qu'elles étaient uniques, *qu'elles avaient chacune une mission, un génie propre, une origine et un destin* » (p. 57, je souligne). Les Québécois ont bien un projet politique commun, qui leur est propre, qui les distingue. Ils ont même un *ingenium*, qui est fondé dans une histoire publique commune, dans une culture persistante pour une part – ce qu'on appelle la tradition – et changeante pour une autre – ce qu'on appelle l'innovation. Les Québécois sont guidés, dans la réalisation politique de ce projet, par un certain nombre d'idéaux, dont certains sont partagés par les souverainistes de gauche et de droite, et d'autres non. Mais peut-on vraiment parler de « destin » ou de « mission » à accomplir ? On se ralliera beaucoup plus volontiers à l'auteur lorsqu'il mobilise, à la suite de Jean-François Lisée dans *Le Tricheur*, la conception machiavélienne de l'histoire et le concept grec de *kairos* (p. 141 et p. 206, note 23). Ces concepts sont de meilleures expressions de la contingence qui marque notre histoire. Il y a certes dans la conscience historique québécoise un profond sentiment d'inachèvement, mais il importe de le distinguer d'une représentation de l'histoire sur le mode téléologique, entendue comme la progression nécessaire d'un sujet collectif vers une fin objective, une fin qui existe indépendamment de lui-même. Car en pensant notre avenir collectif de cette

façon, nous courons le danger de faire porter à l'histoire elle-même tout le poids de la justification de notre lutte pour l'indépendance nationale. Il faut concevoir le peuple du Québec comme un sujet de l'histoire, constitué par son parcours historique mais plein dépositaire des raisons qui doivent l'amener à faire sa souveraineté. Il y a une volonté d'affirmation frustrée, comme une tension qui la traverse l'histoire du Québec, mais il est douteux que nous ayons une « mission » ou un « destin », sinon en un sens métaphorique⁴.

On pourrait encore discuter, mais d'autres l'ont fait, de l'association trop englobante du post-marxisme à toute la gauche⁵. « Convenons sans problème qu'à la grandeur des pays occidentaux ce sont les conservateurs qui sont associés à la défense de l'idée nationale. Pour des raisons qui lui appartiennent, la gauche est rarement nationale » (p. 190, note 22). Il est tout de même à propos de rappeler l'engagement historique de la gauche québécoise dans un nationalisme assumé, et si les critiques percutantes que lui adresse Mathieu Bock-Côté la concernent indéniablement, elles ne rendent pas complètement justice à tout un pan de la gauche qui s'est précisément opposé aux discours multiculturels antinationaux. L'appel au retour à une conception de la nation qui redonne droit de cité à la référence majoritaire francophone ne s'élève pas qu'à droite. Mais c'est précisément pour cette raison que le lecteur trouvera son compte dans ce livre riche, qu'il convient de saluer sa parution et qu'on y verra une contribution essentielle au débat sur la question nationale.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Quelques exceptions notables se trouvent dans le numéro de novembre/décembre 2007 de *L'Action nationale*. Voir Pierre Dubuc, « Deux voies pour le mouvement national » ; Charles Courtois et Mathieu Bock-Côté, « Dialogue sur le multiculturalisme québécois », *L'Action nationale*, vol. XCVII, n° 9 et 10 et quelques autres réactions à *La Dénationalisation tranquille*.
2. Pour sa critique de la conception civique de la nation, voir Mathieu Bock-Côté, « Le devoir de philo – Ce que Herder pourrait rappeler à Boisclair », *Le Devoir*, 4 et 5 novembre 2006.
3. Jocelyn Létourneau et Sabrina Moisan, « Mémoire et récit de l'aventure historique du Québec chez les jeunes Québécois d'héritage canadien-français : coup de sonde, amorce d'analyse des résultats, questionnements », *The Canadian Historical Review*, vol. 84, n° 2, juin 2004, p. 325-356. Létourneau et Moisan déplorent que soit entretenue une représentation du peuple québécois comme « abandonné, reclus, se redressant mais toujours hésitant à s'accomplir ».
4. Cette position ne nous rapproche pas pour autant de l'historiographie contemporaine qui « refuse de rendre compte des faits sociaux autrement que sur le mode de

la dispersion » (p. 200, note 42). Bock-Côté relève également l'expression « destin » sous la plume de Jacques Beauchemin (p. 164). Voir Jacques Beauchemin, « Contre l'impuissance politique : s'assumer comme sujet de l'histoire », *Argument*, vol. 7, n° 2, printemps-été 2005, p. 45-72.

5. Voir Pierre Dubuc, « Deux voies pour le mouvement national », *op. cit.*